

désappointements qui ont marqué la série de tentatives des hommes d'Etat canadiens afin d'obtenir une meilleure entente et une action plus commune relativement aux préférences réciproques au sein de l'Empire, et si nous tenons compte des difficultés nombreuses qui ont surgi récemment, et des signes d'espoir qui se multiplient, et si nous comprenons combien il est impérieux et important de changer les paroles en actes et en résultats pratiques et effectifs—il faudra admettre que ce n'est pas être homme d'état dans toute l'acception du mot que de traîner les grands problèmes des nations unies de l'Empire dans l'arène étroite des luttes de partis. Ce n'est pas bien servir la cause canadienne. Ce n'est pas bien servir la cause des nations de l'Empire. Et je me fais fort de croire que sir Wilfrid Laurier, qui fut un grand Canadien, s'il vivait encore, n'irait pas se mêler de ces problèmes importants avec un esprit aussi caustique et aussi étroit.

Nous devons comprendre que nous ne sommes pas encore au terme de nos misères, mais tout de même ceux qui, autrefois, jetaient les cris de "humbug" proclament aujourd'hui des bénédictions. Nous devons noter aussi le changement dans l'état des esprits relativement aux politiques du fisc dans les divers pays de l'Empire. De fait, les représentants du Royaume-Uni s'en viendront cette année au Canada, pour la Conférence, sur un navire portant les couleurs des Préférences réciproques.

Si on l'a fidèlement rapporté, M. Thomas aurait déclaré récemment que les hommes d'Etat d'Angleterre se présenteraient à la Conférence "l'esprit libre de toute profession de foi et de tout article de foi, avec l'unique ambition d'en arriver à une entente réelle". Puis il ajoutait, comme une sorte d'exhortation :

J'ai l'assurance que les Dominions ne se contenteront pas de comprendre—comme ils le font si bien—les avantages de leur association avec la Communauté britannique, mais s'ils font preuve à notre endroit du même esprit que nous voulons y apporter, le succès de la Conférence ne saurait laisser de doute.

C'est une nouvelle réconfortante. Au Canada nous n'entretenons pas de griefs. Nous ne faisons pas de reproches. Nous reconnaissons en plein à la mère patrie le droit évident de régler et de diriger sa politique intérieure. A cet égard, les Dominions jouissent d'un droit tout semblable. A présent, si nous partons de ce principe, né de l'ardent désir d'ajouter à la puissance de la Communauté britannique et du souci de la voir progresser plus rapidement, dans un esprit d'échange raisonnable, le Canada, je le sens, jouera un rôle de premier plan à la prochaine conférence.

Je crois pouvoir, sans crainte de me tromper, prier M. Thomas de biffer incontinent les "si" de son esprit. L'esprit qui anima le Canada à la Conférence de 1930 reste le même. De fait, réflexion faite, M. Thomas se rappellera que depuis trente ans et plus le Canada a fait des offres pratiques, et qu'il a toujours conservé cet esprit d'échange mutuelle. Il est prêt à conclure des accords à base d'avantages réciproques pour tous les membres de l'Empire. Ce n'est pas la faute du Canada si de tels accords n'existent pas depuis longtemps.

Permettez-moi un commentaire. Quand, il y a trente ans, sir Henry Campbell-Bannerman, entreprit de railler les propositions de préférences réciproques de sir Wilfrid Laurier, il accrocha sa foi en la solidité durable de l'Empire "aux liens d'amitié, de respect, d'estime, de communauté de sang et de sentiment". Il reste toujours vrai de dire qu'au Canada ces liens n'ont jamais faibli. Mais les Canadiens, tout comme les habitants des autres Dominions, gardent la conviction qu'en face d'un avenir inconnu et mystérieux, il importe de garantir les pays de l'Empire, le plus effectivement possible, de tous risques, et que les raisons de durabilité mentionnées par sir Henry seraient beaucoup plus fortes si on les accouplait d'intérêts commerciaux réciproques. Nous sommes dans le portique de ce que M. Thomas appelle "une conception politique nouvelle de l'Empire britannique". Nous ne devrions pas laisser les problèmes à la dérive ni fermer les yeux sur les chances qui s'offrent. Nous avons jeté les bases d'une nouvelle entreprise, celle de bâtir une grande Communauté britannique. Il faut certainement resserrer nos liens, car autrement ils s'affaibliraient. Sir Wilfrid Laurier a eu l'intuition de ce danger quand, en 1902, il jeta le cri d'alarme. Le monde est toujours en mouvement. Le Canada ne s'immobilisera pas. Il ne faut pas que la Communauté britannique piétine sur place. Qui en garantirait la virilité et les progrès si nous, membres de cette Communauté, ne savons pas comprendre la nécessité d'unir comme en une tresse les pays qui la composent, de plus en plus étroitement, autant par les agents de l'intérêt commun que par le ciment d'un sang commun? C'est, je n'en doute pas, ce qu'avait à l'esprit le premier ministre actuel du Canada quand il a fait cette éclatante déclaration: "Nous n'osons pas désertier."

M. Bennett l'a remarqué, il ne saurait y avoir de réel progrès national sans stabilité dans les relations commerciales. Et notre Communauté britannique, si riche de tous les éléments nécessaires au progrès national, composée de pays étroitement unis par les liens du sang et de l'amitié, offre des occasions innombrables de progrès durables dans les rela-